

brésil: l'ordre règne à rio

Dans notre dernière lettre nous avons fait un bilan général de la situation au Brésil. Nous avons insisté surtout sur le grand bond des luttes ouvrières et étudiantes pendant l'année 1968. Nous avons parlé aussi de la stratégie et là-dessus il a été question de réfuter certaines thèses que le « débrayage » a diffusé en Amérique Latine.

Nous écrivons cette fois au lendemain du deuxième « coup d'Etat » du 14 décembre. Il y a encore très peu d'éléments pour évaluer la portée et les conséquences de cette « révolution » dans la révolution », comme la définissent d'ailleurs, dès maintenant, tant pas drmfkja1-b...csaairesvtifirir-les généraux putschistes. Elle n'est pourtant pas du tout inexplicable, ni inattendue si l'on tient compte d'un certain nombre de données sur la situation économique à la veille du putsch et si l'on tient compte au même temps de la conjoncture politique extrêmement explosive qui découle sans doute de la grande montée des luttes en 68.

Parmi le bavardage idéologique qui caractérise la propagande gouvernementale au Brésil, une chose au moins est sûre : on a réussi, dans une très large mesure, à « stabiliser » l'inflation folle qui sévissait dans la période Goulart et immédiatement après le coup d'Etat de 1964.

Il faut comprendre ce qui signifie la « stabilisation » dans un pays de capitalisme sous-développé et intégré à l'impérialisme : en 64 les prix montaient de plus de 100 %, maintenant l'on est aux alentours des 30 %, ce qui constitue sans doute une réussite économique dans les conditions locales. Mais ce succès, la bourgeoisie doit le payer très cher sur le plan social et politique.

La phase de « développement » accéléré, basée sur les investissements étrangers et sur « l'inflation permanente », avait permis à l'époque de Kubitschek, Quadros et Goulart, la réalisation par le pouvoir d'une politique de populisme et de démagogie. En effet, les travailleurs récoltaient quand même quelques fruits de cette période d'expansion capitaliste, ce qui permettait au pouvoir d'avoir une certaine base d'appui populaire.

Cette politique n'est pourtant pas possible à long terme et c'est d'ailleurs justement parce que le cycle d'expansion s'était épuisé que la bourgeoisie a fait le coup d'Etat de 64. Le but était en premier lieu de stabiliser les finances, mais cela n'était plus possible sur une base populiste, d'où la nécessité de changer de système politique.

Ce à quoi on assiste maintenant n'est autre chose que le développement logique de cette option des classes dominantes. L'autre face de la politique de stabilisation a été la stabilisation des salaires, qui a entraîné une perte de pouvoir d'achat de l'or-

dre de 50 % depuis 1964. Les mesures « d'austérité » ont affecté aussi la petite et la moyenne industrie et le petit et le moyen commerce, dans la mesure où il y a eu des restrictions sérieuses au crédit. L'agriculture a aussi souffert des pressions gouvernementales la poussant à la production de certaines denrées et fixant très bas les prix de vente. Toutes ces mesures n'ont d'autre but que de favoriser la concentration des capitaux, ce qui constitue par ailleurs la seule issue possible pour un pays capitaliste sous-développé souffrant d'une crise prématurée (mais définitive) des marchés.

Cette issue écarte évidemment tout espoir d'un soutien populaire solide pour le gouvernement. La conséquence est plutôt contraire et cela explique la vague de grèves plus ou moins « sauvages » de cette année. L'inexistence de traditions de lutte proprement ouvrières, l'héritage de tant d'années d'un réformisme-populiste accroché à l'appareil d'Etat et au syndicalisme « officiel », tout cela explique que les mécontentements n'aient pas éclaté plus tôt sous la forme d'une poussée des luttes ouvrières. Il a éclaté d'abord par un certain nombre de médiations : révolte étudiante, conflits au sein de l'Eglise, opposition parlementaire, etc.

Il suffit de citer un certain nombre de luttes dont nous avons fait l'historique dans notre lettre précédente : les grèves de Minas Gerais et de Osasco (Sao Paulo) du mois d'avril au mois de septembre. En dehors de leur signification qualitative (formations de structures à la base, en dehors des syndicats officiels, occupations d'usine avec emprisonnement des directeurs, implantation accrue des « groupuscules », etc.), toutes ces grèves ont fait une pression inattendue sur le budget et la politique économique du gouvernement. Le mouvement étudiant a fait un extraordinaire bond dans la mesure où il est passé à une phase offensive généralisée : il ne s'agit plus d'attendre les initiatives gouvernementales pour réagir ensuite. On impose les changements internes à l'université par le rapport de forces, on descend dans la rue et vers les usines pour apporter un soutien actif au mouvement de masses et aux occupations des usines. Il n'a pas été rare de voir des militants étudiants reconnus ouvertement par les ouvriers comme leaders, ce qui, évidemment, correspond aux conditions locales (absence de syndicat réformiste puissant) et ne constitue pas un but en soi, mais symbolise d'une certaine façon le rôle d'avant-garde de substitution joué par le mouvement étudiant. Il faudrait ajouter à ce tableau de « l'agitation » régnante, toute la série de hold-ups militants dans les banques, et aussi, les différents attentats contre des casernes, journaux réactionnaires, etc. : ces actions n'ont pas trouvé, il faut le dire, une grande répercussion populaire. Elles ont servi, néanmoins, à alimenter la crise au sein de l'armée.



Tout cela pour indiquer combien la conjoncture politique était « chargée » à la suite de la montée des luttes en 68. Non seulement il n'était plus possible de trouver une forme de pouvoir plus ou moins « populaire », mais la politique économique elle-même se trouvait menacée. Il faut ajouter que la polarisation de la crise du clergé dans ces toutes dernières semaines, a contribué encore à jeter par terre ce qui constituait en 64 une des assises idéologiques de la bourgeoisie : les « valeurs chrétiennes et occidentales » au nom desquelles on avait mobilisé les petits bourgeois en 1964 pour le renversement de Goulart.

Il ne restait aux classes dominantes qu'un choix entre deux possibilités. Ou bien revenir en arrière et en finir avec la contention des salaires et des crédits pour créer une base politique plus large pour le régime ; mais dans ce cas il faudrait prendre les risques d'une aggravation de la crise économique et des contradictions internes du capitalisme sous-développé. Ou alors répondre au mouvement de masses chaque fois plus organisé et politisé par un durcissement correspondant dans les structures politiques, en prenant les risques d'une rétrécissement des bases d'appui populaires. Mais cela avec l'avantage de pouvoir

intensifier la politique « d'austérité » et le désavantage de rendre plus claire que jamais la nature de classe du pouvoir.

C'est sans doute le deuxième choix qu'ont préféré les classes dominantes par l'intermédiaire de son appareil militaire. En dehors des conséquences évidentes de ce « durcissement » sur l'organisation des luttes, la clandestinisation des militants, etc., il ne faut pas s'attendre à une « réaction » de masse organisée à ce dernier « coup d'Etat dans le coup d'Etat ». La poussée des luttes n'a pas encore trouvé le cadre organisationnel pour permettre une réponse unitaire.

Elle s'est réalisée d'une façon plus ou moins dispersée, dans la mesure où il n'y a pas encore un pôle affirmé d'opposition au régime. Son importance se perçoit, par reflet, dans la réorganisation du pouvoir bourgeois qu'elle a provoquée. Il y aura pour l'instant des « réponses » encore peu coordonnées au niveau des luttes. Cela ne fera qu'accroître la nécessité d'organisation et poussera sans doute au regroupement autour des nouvelles avant-gardes qui se sont affirmées au cours de la dernière montée des luttes et dont le programme socialiste correspond au caractère objectif de la crise.



60000 soles pour tuer blanco

CARETAS, revue de Lima, publie un article important sur Hugo Blanco qu'elle est allée interviewer. La junte militaire qui a pris le pouvoir au Pérou fait courir le bruit d'une amnistie générale. Le procès du dirigeant du M.I.R. Gadea a encore une fois été remis. Mais les prisonniers politiques de l'île du Fronton ont appris que 60.000 soles avaient été collectées parmi les officiers réactionnaires pour payer des tueurs qu'ils comptent trouver parmi les « droit commun » du Fronton, et les charger de supprimer Hugo BLANCO, CREUS et les témoins de l'assassinat récent (voir Rouge n° 2), publiquement dénoncé par BLANCO, de 2 détenus politiques à leur arrivée dans l'île.

Danger réel ou tentative d'intimidation du révolutionnaire qui nous fait parvenir un nouvel appel que nous publierons dans le prochain numéro ? Quoi qu'il en soit c'est toujours du maintien de la vigilance du Mouvement Ouvrier International que dépend la sécurité des révolutionnaires, condamnés ou non, qui restent en otages entre les mains des militaires péruviens.